

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/48488]

20 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal fixant, pour l'exercice 2024, le budget global du Royaume pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, l'article 95;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 novembre 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 14 décembre 2023;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, s'agissant d'une décision formelle;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le budget global du Royaume pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux est fixé, pour l'année 2024, à 11.645.848.078 euros.

**Art. 2.** Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
F. VANDENBROUCKE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/48488]

20 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit houdende vaststelling, voor het dienstjaar 2024, van het globaal budget van het Rijk voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, artikel 95;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 november 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatsecretaris voor Begroting, gegeven op 14 december 2023;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse omdat het een formele beslissing betreft;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het globaal budget van het Rijk voor de financiering van de werkingskosten van ziekenhuizen, wordt, voor het jaar 2024, vastgesteld op 11.645.848.078 euro.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/48463]

17 DECEMBRE 2023. — Loi portant des dispositions diverses en vue d'améliorer les conditions de travail des livreurs de colis postaux (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux*

**Art. 2.** À l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, les modifications suivantes sont apportées:

1° au 1° les mots "exceptée la prestation de services postaux par la personne physique ou morale qui est à l'origine de l'envoi du courrier" sont remplacés par les mots "exceptée la prestation de services postaux par la personne physique ou morale qui est à l'origine de l'envoi postal";

2° l'article est complété par les 28°, 29°, 30°, 31°, 32°, 33° et 34° rédigés comme suit:

"28° colis postal ou colis: un envoi postal contenant des marchandises, avec ou sans valeur commerciale, autre qu'un envoi de correspondance, d'un poids maximal de 31,5 kg;

29° sous-traitant: tout prestataire de services postaux qui effectue un ou plusieurs services postaux pour un ou plusieurs autres prestataires de services postaux, directement ou indirectement, à quelque stade que ce soit;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/48463]

17 DECEMBER 2023. — Wet houdende diverse bepalingen met het oog op het verbeteren van de werkomstandigheden van de postpakketbezorgers (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aan de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten*

**Art. 2.** In artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden "met uitzondering van de postdiensten aangeboden door de natuurlijke persoon of rechtspersoon van wie de post afkomstig is" vervangen door de woorden "met uitzondering van het verstrekken van postdiensten door de natuurlijke persoon of rechtspersoon van wie de postzending afkomstig is";

2° het artikel wordt aangevuld met de bepalingen onder 28°, 29°, 30°, 31°, 32°, 33° en 34°, luidende:

"28° postpakket of pakket: een postzending die goederen met of zonder handelswaarde bevat, anders dan brievenpost, met een gewicht van ten hoogste 31,5 kg;

29° onderaannemer: iedere aanbieder van postdiensten die één of meerdere postdiensten rechtstreeks of onrechtstreeks uitvoert voor een of verscheidene andere aanbieders van postdiensten, in welk stadium dan ook;

30° sous-traitant direct: tout prestataire de services postaux qui effectue un ou plusieurs services postaux directement pour un ou plusieurs autres prestataires de services postaux;

31° système d'enregistrement du temps: système électronique d'enregistrement du temps de distribution de colis des livreurs de colis;

32° temps de distribution de colis: les périodes entre le début et la fin d'activité de distribution de services postaux ordre d'exécuter ou de faire exécuter des services postaux à titre onéreux ou gratuit;

33° donneur d'ordres: tout prestataire de services postaux qui donne à un autre prestataire de services postaux ordre d'exécuter ou de faire exécuter des services postaux à titre onéreux ou gratuit;

34° livreur de colis: personne physique affectée à la prestation de services de distribution de colis pour le compte d'un prestataire de services postaux, d'un sous-traitant direct ou d'un sous-traitant."

**Art. 3.** L'article 3, § 2, de la même loi, est complété par cinq alinéas, rédigés comme suit:

"La responsabilité du prestataire de services postaux en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> implique que tout manquement aux exigences essentielles par son sous-traitant direct est présumé être le fait direct du prestataire de services postaux concerné lui-même, dans la mesure où ce manquement est survenu dans le cadre de la prestation de services postaux pour le compte de ce prestataire de services postaux.

La présomption visée à l'alinéa 2 est irréfragable si, pendant la période concernée, le sous-traitant direct en question n'a pas valablement effectué la notification à l'Institut en tant que prestataire de services postaux visée à l'article 6/1 ou s'il a fait, à l'égard des activités concernées, l'objet d'une mesure de suspension imposée en vertu de l'article 21, § 7, 2° de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.

Dans tout autre cas que celui visé à l'alinéa 3, le prestataire de services postaux ne peut renverser la présomption qu'en démontrant qu'il n'a pas été négligent car il a effectué un contrôle du respect des exigences essentielles par son sous-traitant direct.

Pour les violations des exigences essentielles relatives aux conditions de travail et aux régimes de sécurité sociale, visées à l'article 2, 17°, c), la présomption de responsabilité du prestataire de services postaux visées aux alinéas 2 à 4, est limitée aux cas dans lesquels son sous-traitant direct, dans le cadre de ses activités de prestation de services postaux pour le compte de ce prestataire de services postaux en Belgique:

1° a fait l'objet d'une décision judiciaire ou administrative définitive ayant donné lieu à une peine d'emprisonnement principal supérieure à six mois ou à une amende supérieure à 4.000 euros, le cas échéant après application de l'article 103 du Code pénal social, hors décimes additionnels, pour:

a) traite des êtres humains au sens du Code pénal; ou

b) infraction à la réglementation relative aux conditions de travail, à la non-déclaration de travail, aux documents sociaux, aux relations collectives de travail et à la sécurité sociale punie par le Code pénal social; ou

c) travail illégal au sens du Code pénal social;

2° a fait l'objet d'une décision judiciaire ou administrative définitive pour avoir méconnu l'obligation de compensation minimale visée à l'article 10/1; ou

3° a fait l'objet d'une décision judiciaire ou administrative définitive pour avoir méconnu l'obligation de notification visée à l'article 6/1; ou

4° a fait l'objet d'une décision judiciaire ou administrative définitive pour avoir méconnu l'obligation d'enregistrement du temps visée aux articles 5/3 et 5/4.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer les modalités d'exécution du présent paragraphe."

**Art. 4.** L'article 5, § 2, de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Sans préjudice des compétences de l'Institut, les inspecteurs sociaux des services ou institutions suivants sont chargés de contrôler le respect du paragraphe 1<sup>er</sup> et de l'article 5/3 et 5/4:

1° la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

30° rechtstreekse onderaannemer: iedere aanbieder van postdiensten die een of verscheidene postdiensten rechtstreeks voor een of verscheidene andere aanbieders van postdiensten uitvoert;

31° tijdregistratiesysteem: elektronisch registratiesysteem dat de pakketdistributietijd van de pakketbezorgers registreert;

32° pakketdistributietijd: de periodes tussen het begin en het einde van de activiteit van distributie van pakketten in België, te rekenen vanaf het ogenblik waarop het vervoer start op de plaats waar de pakketdistributiediensten aanvangen tot het ogenblik waarop het vervoer stopt op de plaats waar de pakketdistributiediensten eindigen;

33° opdrachtgever: elke aanbieder van postdiensten die een andere aanbieder van postdiensten de opdracht geeft, al dan niet tegen betaling, postdiensten te verrichten of te laten verrichten;

34° pakketbezorger: natuurlijke persoon die met de pakketbezorging-diensten is belast voor rekening van een aanbieder van postdiensten, een rechtstreekse onderaannemer of een onderaannemer."

**Art. 3.** Artikel 3, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met vijf leden, luidende:

"De aansprakelijkheid van de aanbieder van postdiensten krachtens het eerste lid houdt in dat elke inbreuk op de essentiële eisen door zijn rechtstreekse onderaannemer vermoed wordt rechtstreeks aan de betrokken aanbieder van postdiensten zelf te kunnen worden toegeschreven, voor zover de nalatigheid optreedt in het kader van de uitvoering van postdiensten voor rekening van deze aanbieder van postdiensten.

Het in het tweede lid bedoelde vermoeden kan niet worden weerlegd, indien de betrokken rechtstreekse onderaannemer zich in de relevante periode niet geldig de kennisgeving bij het Instituut als aanbieder van postdiensten heeft gedaan overeenkomstig artikel 6/1 of indien hij met betrekking tot de relevante activiteiten het voorwerp uitmaakte van een opschortingsmaatregel opgelegd krachtens artikel 21, § 7, 2°, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatie-sector.

In elk ander geval dan dat bedoeld in het derde lid, kan de aanbieder van postdiensten het vermoeden slechts weerleggen door aan te tonen dat hij niet nalatig is geweest omdat hij toezicht heeft uitgeoefend op de naleving van de essentiële eisen door zijn rechtstreekse onderaannemer.

Voor de inbreuken op de essentiële eisen inzake arbeidsvoorwaarden en regelingen voor sociale zekerheid, bedoeld in artikel 2, 17°, c), beperkt het vermoeden van verantwoordelijkheid van de aanbieder van postdiensten bedoeld het tweede tot vierde lid, zich tot de gevallen waarin zijn rechtstreekse onderaannemer in het kader van zijn activiteiten inzake het aanbieden van postdiensten voor rekening van deze aanbieder van postdiensten in België:

1° het voorwerp is geweest van een definitieve rechterlijke of administratieve beslissing die heeft geleid tot een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden of tot een geldboete van meer dan 4.000 euro, in voorkomend geval na toepassing van artikel 103 van het Sociaal Strafwetboek, met uitsluiting van de opdecimaten, wegens:

a) mensenhandel in de zin van het Strafwetboek; of

b) een inbreuk op de regelgeving betreffende de arbeidsvoorwaarden, het niet aangeven van arbeid, de sociale documenten, de collectieve arbeidsbetrekkingen en de sociale zekerheid bestraft door het Sociaal Strafwetboek; of

c) illegale arbeid in de zin van het Sociaal Strafwetboek;

2° het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve rechterlijke of administratieve beslissing wegens miskenning van de verplichting inzake minimumvergoeding bedoeld in artikel 10/1;

3° het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve rechterlijke of administratieve beslissing wegens miskenning van de verplichting inzake kennisgeving bedoeld in artikel 6/1; of

4° het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve rechterlijke of administratieve beslissing wegens miskenning van de verplichting inzake tijdregistratie bedoeld in de artikelen 5/3 en 5/4.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regels ter uitvoering van deze paragraaf vaststellen."

**Art. 4.** Artikel 5, § 2, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van het Instituut zijn de sociaal inspecteurs van de volgende diensten of instellingen belast met het toezicht op de naleving van paragraaf 1 en artikel 5/3 en 5/4:

1° de Algemene Directie Toezicht op de sociale wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

2° la Direction générale Contrôle du bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

3° l'Office national de Sécurité sociale;

4° l'Office national de l'Emploi;

5° l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

6° l'Agence fédérale des risques professionnels.

Les infractions aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> et de l'article 5/3 et 5/4 et de leurs arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 39 du Code pénal social lorsqu'ils agissent d'initiative ou sur demande dans le cadre de leur mission d'information, de médiation et de surveillance relative au respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution."

**Art. 5.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> de la même loi, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit:

"Art. 5/1. § 1<sup>er</sup>. Une plateforme électronique commune présentant les garanties nécessaires sur le plan de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée est créée auprès de l'Office national de Sécurité sociale en vue d'améliorer les conditions de travail des livreurs de colis via des échanges d'informations électroniques entre tous les acteurs concernés.

§ 2. En vue de la réalisation de son objectif, la plateforme est chargée de faciliter, gérer, contrôler et permettre:

1° la notification visée à l'article 6/1;

2° le rapportage semestriel visé à l'article 6/2;

3° l'enregistrement du temps visé aux articles 5/3 et 5/4;

4° la compensation minimale visée à l'article 10/1;

5° l'accès sécurisé et l'échange entre les services compétents des données relatives à la notification visée à l'article 6/1 auprès de l'Institut et des données provenant des bases de données suivantes:

a) la base de données relative au rapportage semestriel visée à l'article 6/2 gérée par l'Institut;

b) la base de données relative à l'enregistrement du temps visée à l'article 5/3 gérée par l'Office national de sécurité social et le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

c) la base de données relative à l'enregistrement du temps visée à l'article 5/3 gérée par l'Office national de Sécurité sociale et le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

d) la base de données relative à la compensation minimale visée à l'article 10/1 gérée par le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie;

6° des recherches statistiques, scientifiques et politiques.

§ 3. Pour le traitement des données à caractère personnel via la plateforme, les entités suivantes agissent en tant que responsables conjoints du traitement, visés aux articles 4, 7) et 26 du règlement général sur la protection des données: l'Office national de Sécurité sociale, le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale, le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et l'Institut.

L'Office national de Sécurité sociale agit en tant que sous-traitant visé à l'article 4, 8), du règlement général sur la protection des données.

L'Office national de Sécurité sociale est chargé du développement technique, du fonctionnement et de la maintenance de la plateforme électronique.

§ 4. Les données à caractère personnel qui résultent des traitements effectués par la plateforme électroniques sont détruites immédiatement après leur traitement."

**Art. 6.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> de la même loi, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit:

"Art. 5/2. § 1<sup>er</sup>. Les prestataires de services postaux et les sous-traitants directs qui font appel à des livreurs de colis pour la distribution de colis en Belgique désignent un coordinateur, dont la mission est la suivante:

1° informer les livreurs de colis de leurs droits et obligations tels que déterminés dans cet article et les articles 5/3, 5/4, 6/1, 6/2 et 10/1;

2° de Algemene Directie Toezicht op het Welzijn op het Werk van de federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

3° de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

4° de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

5° het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

6° het Federaal agentschap voor beroepsrisico's.

De inbreuken op de bepalingen van paragraaf 1 et artikel, 5/3 en 5/4, en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig het Sociaal Strafwetboek.

De sociaal inspecteurs beschikken over de in de artikelen 23 tot 39 van het Sociaal Strafwetboek bedoelde bevoegdheden wanneer zij, ambtshalve of op verzoek, optreden in het kader van hun opdracht tot informatie, bemiddeling en toezicht inzake de naleving van de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan."

**Art. 5.** In hoofdstuk 1 van dezelfde wet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 5/1. § 1. Een gemeenschappelijk elektronisch platform wordt opgericht bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid dat de nodige waarborgen op het vlak van de informatieveiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer biedt, met als doel de werkomstandigheden van de pakketbezorgers te verbeteren via elektronische informatie-uitwisseling tussen alle betrokken actoren.

§ 2. Het platform is voor de verwezenlijking van zijn doel belast met het faciliteren, beheren, controleren en verrichten via elektronische weg van:

1° de kennisgeving bedoeld in artikel 6/1;

2° de semestriële rapportering bedoeld in artikel 6/2;

3° de tijdregistratie bedoeld in de artikelen 5/3 en 5/4;

4° de minimumvergoeding bedoeld in artikel 10/1;

5° de beveiligde toegang en de uitwisseling tussen de bevoegde diensten van gegevens met betrekking tot de kennisgeving bedoeld in artikel 6/1 bij het Instituut en van gegevens uit de volgende gegevensbanken:

a) de gegevensbank inzake de semestriële rapportering bedoeld in artikel 6/2 beheerd door het Instituut;

b) de gegevensbank inzake de tijdregistratie bedoeld in artikel 5/3 beheerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

c) de gegevensbank inzake de tijdregistratie bedoeld in artikel 5/3 beheerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

d) de gegevensbank inzake de minimumvergoeding bedoeld in artikel 10/1 beheerd door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

6° statistisch, wetenschappelijk en beleidsmatig onderzoek.

§ 3. Voor de verwerkingen van persoonsgegevens via het platform treden de volgende entiteiten op als gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken, bedoeld in artikel 4, 7) en 26 van de algemene verordening gegevensbescherming: de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en het Instituut.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid treedt op als verwerker bedoeld in artikel 4, 8), van de algemene verordening gegevensbescherming.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid is gelast met de technische ontwikkeling, de werking en het onderhoud van het platform.

§ 4. De persoonsgegevens die voortkomen uit de verwerkingen door het elektronische platform worden onmiddellijk na hun verwerking ervan vernietigd."

**Art. 6.** In hoofdstuk 1 van dezelfde wet wordt een artikel 5/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 5/2. § 1. De aanbieders van postdiensten en de rechtstreekse onderaannemers die een beroep doen op pakketbezorgers voor de bezorging van pakketten in België, stellen een coördinator aan die de volgende opdracht heeft:

1° de pakketbezorgers informeren over hun rechten en plichten zoals bepaald in dit artikel en in de artikelen 5/3, 5/4, 6/1, 6/2 en 10/1;

2° rédiger un plan de vigilance afin d'identifier les risques potentiels d'infraction à la présente loi et au droit du travail et de la sécurité sociale et, le cas échéant, d'y remédier.

§ 2. Le Roi fixe par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres les modalités d'exécution du paragraphe 1<sup>er</sup>, et notamment:

1° les exigences auxquelles doit répondre le coordinateur, ses fonctions et les modalités d'exécution de sa mission;

2° le contenu, les conditions et les modalités de mise en œuvre de l'information et du plan de vigilance."

**Art. 7.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> de la même loi, il est inséré un article 5/3 rédigé comme suit:

"Art. 5/3. § 1<sup>er</sup>. Chaque donneur d'ordre et chaque sous-traitant qui effectue des services de distribution de colis en Belgique est tenu d'enregistrer, via une application sécurisée mise à disposition par l'Office national de Sécurité sociale, le temps de distribution de colis journalier des livreurs de colis suivants qui effectuent des services de distribution de colis en Belgique:

1° les livreurs de colis avec un statut de travailleur salarié ou d'intérimaire, ainsi que les personnes suivantes, qui sont assimilées à des travailleurs salariés:

a) les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, à l'exception des personnes qui fournissent des prestations en vue d'obtenir l'indemnité conformément à l'article 90, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>bis, du Code des impôts sur les revenus 1992; et

b) les élèves et les étudiants qui suivent des études pour lesquelles le programme d'étude prévoit une forme de travail;

2° les livreurs de colis indépendants et leurs aidants visés à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Cet article n'est pas d'application lorsque les services de distribution de colis en Belgique sont effectués avec un véhicule soumis à l'utilisation obligatoire d'un tachygraphe et au respect des heures de conduite et de repos, conformément au règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil.

§ 2. L'enregistrement du temps a pour finalité de lutter contre le recours au travail non déclaré, de lutter contre la fraude sociale et d'améliorer les conditions de travail et la sécurité routière des livreurs de colis.

§ 3. L'enregistrement journalier du temps de distribution de colis comprend les catégories de données suivantes pour chaque livreur de colis:

1° le numéro d'identification unique, NISS, du livreur de colis affilié à la sécurité sociale belge. Pour les résidents belges, il est identique au numéro de Registre national. Pour les non-résidents belges, il s'agit du numéro du registre bis de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

2° le statut sous lequel le livreur de colis effectue la distribution de colis;

3° le cas échéant, le numéro d'entreprise de l'employeur du livreur de colis;

4° le cas échéant, le numéro d'entreprise du donneur d'ordres du livreur de colis indépendant;

5° la localisation des lieux de départ et d'arrivée des services de distribution de colis;

6° par jour, l'heure de début du temps de distribution de colis par donneur d'ordre;

7° par jour, l'heure de fin prévue du temps de distribution de colis par donneur d'ordre;

8° le moment de l'enregistrement du temps.

Les données susmentionnées relatives à l'enregistrement du temps sont des données sociales à caractère personnel visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

§ 4. Les données relatives à l'enregistrement du temps sont enregistrées au plus tard au moment où la distribution des colis débute.

2° een waakzaamheidsplan opstellen om mogelijke risico's op inbreuken op deze wet en op het arbeids- en socialezekerheidsrecht te identificeren en, in voorkomend geval, hieraan te remediëren.

§ 2. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad nadere regels ter uitvoering van paragraaf 1, waaronder:

1° de vereisten waaraan de coördinator moet voldoen, zijn takenpakket en de modaliteiten van de uitvoering van zijn opdracht;

2° de inhoud, de voorwaarden en de nadere regels van de informatie en het waakzaamheidsplan."

**Art. 7.** In hoofdstuk 1 van dezelfde wet wordt een artikel 5/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 5/3. § 1. Elke opdrachtgever en elke onderaannemer die pakketdistributiediensten verstrekt in België is verplicht via een beveiligde toepassing ter beschikking gesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de dagelijkse pakketdistributietijd te registreren van de volgende pakketbezorgers die pakketdistributiediensten verstrekken in België:

1° de pakketbezorgers met de hoedanigheid van werknemer of uitzendkracht, en de volgende met werknemers gelijkgestelde personen:

a) de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon, behoudens de personen die diensten leveren voor het verkrijgen van de vergoeding overeenkomstig artikel 90, eerste lid, 1<sup>o</sup>bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992; en

b) de leerlingen en studenten die een studierichting volgen waarvan het opleidingsprogramma voorziet in een vorm van arbeid;

2° de zelfstandige pakketbezorgers en hun helpers bedoeld in het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Dit artikel is niet van toepassing indien de pakketdistributiediensten in België verricht worden met een voertuig onderworpen aan het verplicht gebruik van een tachograaf en naleving van de rij- en rusttijden, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 3821/85 en (EG) nr. 2135/98 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad.

§ 2. De tijdregistratie heeft tot doel zwartwerk en sociale fraude te bestrijden en de werkomstandigheden en verkeersveiligheid van pakketbezorgers te verbeteren.

§ 3. De dagelijkse registratie van pakketdistributietijd omvat volgende categorieën van gegevens:

1° het unieke identificatienummer, INSZ, van de pakketbezorger bij de Belgische sociale zekerheid. Voor inwoners van België is het identiek aan het Rijksregisternummer. Voor niet-inwoners van België is dat het nummer in het BIS-register van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

2° de hoedanigheid waarin de pakketbezorger de pakketdistributiediensten verricht;

3° in voorkomend geval, het ondernemingsnummer van de werkgever van de pakketbezorger;

4° in voorkomend geval, het ondernemingsnummer van de opdrachtgever van de zelfstandige pakketbezorger;

5° de lokalisatie van de plaats waar de pakketdistributiediensten starten en waar deze eindigen;

6° per dag, het tijdstip van het begin van de pakketdistributietijd per opdrachtgever;

7° per dag, het tijdstip van het voorziene einduur van de pakketdistributietijd per opdrachtgever;

8° het tijdstip van de tijdregistratie.

De voormelde gegevens inzake tijdregistratie zijn sociale gegevens van persoonlijke aard als bedoeld in artikel 2, eerste lid, 6°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

§ 4. De gegevens inzake tijdregistratie worden uiterlijk op het tijdstip van aanvang van de pakketdistributie geregistreerd.

L'enregistrement du temps peut être modifié au plus tard dans les huit heures qui suivent l'heure de fin prévue dans l'enregistrement initiale. Lorsque l'heure de fin initialement enregistrée se situe entre 20 et 24 heures, l'enregistrement du temps peut être modifié jusqu'à huit heures du matin du jour calendaire suivant au plus tard.

L'enregistrement du temps peut être annulé jusqu'à la fin du jour auquel il se rapporte. Si l'enregistrement du temps porte sur une période couvrant deux jours ou plus, celui-ci doit être annulé au plus tard à la fin du premier jour auquel l'enregistrement se rapporte.

§ 5. Les données enregistrées via l'application électronique mise à disposition par l'Office national de Sécurité sociale sont conservées dans une base de données, pour laquelle l'Office national de Sécurité sociale agit en tant que responsable du traitement.

Les données à caractère personnel ne sont pas conservées dans cette base de données plus longtemps que nécessaire, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés.

§ 6. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le donneur d'ordre et le sous-traitant peuvent effectuer l'enregistrement du temps au moyen de leur propre système électronique d'enregistrement du temps lorsque et dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies cumulativement:

1° l'enregistrement comprend les mêmes données que celles décrites au paragraphe 3;

2° l'enregistrement est effectué dans les délais prévus au paragraphe 4;

3° la non-falsification et la sécurité des données est garantie;

4° les données ne peuvent plus être modifiées imperceptiblement et leur intégrité est maintenue;

5° les données sont conservées pendant cinq ans à compter du jour qui suit la fin du contrat de travail ou du contrat d'entreprise;

6° les données se trouvent en un endroit facilement accessible afin que les livreurs de colis puissent les consulter et afin que les fonctionnaires chargés de la surveillance puissent en prendre connaissance à tout moment.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Roi peut, pour autant qu'un organe paritaire ait été créé, sur la proposition de cet organe, autoriser que l'enregistrement du temps soit effectué sur un document papier ou par un moyen de contrôle offrant les mêmes garanties que l'enregistrement électronique du temps. Le cas échéant, le Roi fixe le modèle du document papier d'enregistrement du temps.

§ 7. L'Office national de Sécurité sociale, le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, l'Office national de l'Emploi, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Fedris, le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et l'Institut peuvent conformément aux dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, traiter ultérieurement les données traitées en application de la présente loi en vue de la prévention, de la constatation, de la poursuite et de la répression des infractions aux lois et règlements qui relèvent de leurs compétences respectives et en vue de la perception et du recouvrement des montants qui relèvent de leurs compétences respectives."

**Art. 8.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> de la même loi, il est inséré un article 5/4, rédigé comme suit:

"Art. 5/4. § 1<sup>er</sup>. Le donneur d'ordre qui effectue des services de distribution de colis en Belgique doit, si il a recours à des sous-traitants, communiquer à l'Office national de Sécurité sociale toutes les informations exactes nécessaires, destinées à identifier tous les sous-traitants, à quelque stade que ce soit. Si, au cours de l'exécution des activités de distribution de colis, d'autres sous-traitants interviennent, ce donneur d'ordre doit en avertir au préalable l'Office national précité.

À cette fin, chaque sous-traitant, qui fait à son tour appel à un autre sous-traitant, doit préalablement en avertir, par écrit, le donneur d'ordre et lui fournir les informations exactes nécessaires destinées à l'Office national précité.

De tijdregistratie kan gewijzigd worden uiterlijk binnen acht uur volgend op het in de initiële registratie voorziene einduur. Wanneer het initieel geregistreerde einduur tussen 20 en 24 uur valt, kan de tijdregistratie gewijzigd worden tot uiterlijk acht uur 's morgens de volgende kalenderdag.

De tijdregistratie kan worden geannuleerd tot het einde van de dag waarop deze betrekking heeft. Wanneer de tijdsregistratie betrekking heeft op een periode van twee of meer dagen, dan dient deze te worden geannuleerd uiterlijk op het einde van de eerste dag waarop de tijdregistratie betrekking heeft.

§ 5. De gegevens geregistreerd via de door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ter beschikking gestelde elektronische toepassing worden bewaard in een gegevensbank, waarvoor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid optreedt als verwerkingsverantwoordelijke.

De persoonsgegevens worden in deze gegevensbank niet langer bewaard dan noodzakelijk, met een maximale bewaartermijn die één jaar na de verjaring van alle vorderingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijke behoren en, in voorkomend geval, de integrale betaling van alle hiermee verbonden bedragen niet mag overschrijden.

§ 6. In afwijking van paragraaf 1 kunnen de opdrachtgever en de onderaannemer de tijdregistratie verrichten via een eigen elektronisch tijdregistratiesysteem wanneer en voor zover wordt voldaan aan volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de registratie behelst dezelfde gegevens als die beschreven in paragraaf 3;

2° de registratie gebeurt binnen de in paragraaf 4 bepaalde termijnen;

3° de niet-valsing en de veiligheid van de gegevens wordt gegarandeerd;

4° de gegevens kunnen niet onmerkbaar gewijzigd worden en hun integriteit wordt gehandhaafd;

5° de gegevens worden bewaard gedurende vijf jaar te rekenen vanaf de dag die volgt op het einde van de arbeidsovereenkomst of aannemingsovereenkomst;

6° de gegevens bevinden zich op een gemakkelijk toegankelijke plaats opdat zij geraadpleegd kunnen worden door de pakketbezorger en opdat de ambtenaren die met het toezicht belast zijn er op ieder ogenblik kennis van kunnen nemen.

In afwijking van het eerste lid kan de Koning, voor zover er een paritair orgaan is opgericht, op voorstel van dit orgaan toestaan dat de tijdregistratie verricht wordt via een papieren document of controle-middel dat dezelfde waarborgen biedt als de elektronische tijdregistratie. In voorkomend geval bepaalt de Koning het model voor de papieren tijdregistratie.

§ 7. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociale Overleg, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, Fedris, de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en het Instituut kunnen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de in toepassing van deze bepaling verwerkte gegevens verder verwerken om hun andere wettelijke bevoegdheden uit te oefenen met het oog op de preventie, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van de inbreuken op de wetten en reglementen die tot hun respectieve bevoegdheden behoren en met het oog op de inning en invordering van de bedragen die tot hun respectieve bevoegdheden behoren."

**Art. 8.** In hoofdstuk 1 van dezelfde wet wordt een artikel 5/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 5/4. § 1. De opdrachtgever die pakketdistributiediensten verstrekt in België moet, indien hij een beroep doet op onderaannemers, aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid alle juiste inlichtingen opgeven die nodig zijn om, in welk stadium ook, alle onderaannemers te identificeren. Indien tijdens de uitvoering van de pakketdistributiediensten andere onderaannemers optreden, moet deze opdrachtgever voorafgaand de voormelde Rijksdienst hiervan verwittigen.

Daartoe moet iedere onderaannemer die op zijn beurt een beroep doet op een andere onderaannemer, voorafgaand de opdrachtgever daarvan schriftelijk in kennis stellen en hem alle juiste inlichtingen opgeven die nodig zijn en voor de voormelde Rijksdienst bestemd zijn.

§ 2. Chaque donneur d'ordre et chaque sous-traitant qui effectue des services de distribution de colis en Belgique utilise un système d'enregistrement du temps pour les livreurs de colis suivants qui effectuent des services de distribution de colis en Belgique:

1° les livreurs de colis avec un statut de travailleur salarié ou d'intérimaire, ainsi que les personnes suivantes, qui sont assimilées à des travailleurs salariés:

a) les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, à l'exception des personnes qui fournissent des prestations en vue d'obtenir l'indemnité conformément à l'article 90, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>bis, du Code des impôts sur les revenus 1992;

b) les élèves et les étudiants qui suivent des études pour lesquelles le programme d'étude prévoit une forme de travail.

2° les livreurs de colis indépendants et leurs aidants visés à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

§ 3. Pour chaque lieu à partir duquel les services de distribution de colis débutent, le temps de distribution de colis de chaque livreur de colis est enregistré, au moyen:

1° d'un système d'enregistrement du temps, ou;

2° d'une autre méthode d'enregistrement automatique, pour autant que cet appareil ou ces appareils offrent des garanties équivalentes à celles du système d'enregistrement visé au 1° et que soit fournie la preuve du fait que les débuts et fins des temps de livraison des colis des livreurs sont bien enregistrés ainsi que les modalités de preuve du fait que les débuts et fins des temps de livraison des colis des livreurs sont bien enregistrés.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les garanties équivalentes auxquelles l'enregistrement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, doit répondre au minimum.

§ 4. Le système d'enregistrement du temps visé au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, comprend:

1° une base de données informatique gérée par l'Office national de Sécurité sociale et le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale qui rassemble des données déterminées en vue du contrôle et de l'exploitation de ces données;

2° un appareil d'enregistrement dans lequel les données peuvent être enregistrées, et qui permet de transférer ces données à la base de données au 1°, ou un système qui permet d'enregistrer les données précitées et de les transférer à cette base de données;

3° un moyen d'enregistrement que chaque livreur de colis utilise pour prouver son identité et son temps de distribution de colis lors de l'enregistrement.

§ 5. Le système d'enregistrement du temps, visé au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, reprend les données suivantes:

1° le numéro d'identification du livreur de colis visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° le statut sous lequel le livreur de colis effectue la distribution de colis;

3° le cas échéant, le numéro d'entreprise de l'employeur du livreur de colis;

4° le cas échéant, le numéro d'entreprise du donneur d'ordres du livreur de colis indépendant;

5° la localisation des lieux de départ et d'arrivée des services de distribution de colis;

6° le moyen de transport;

7° le cas échéant, les données de la plaque d'immatriculation ou d'autres données d'identification du moyen de transport;

8° par jour, le moment de chaque début du temps de distribution des colis, par donneur d'ordre;

9° par jour, le moment de chaque fin du temps de distribution des colis, par donneur d'ordre.

La méthode d'enregistrement, visée au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, reprend les données suivantes:

1° le numéro d'identification du livreur de colis visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale;

2° son statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant;

§ 2. Elke opdrachtgever en elke onderaannemer die pakketdistributiediensten verstrekt in België gebruikt een tijdregistratiesysteem voor de volgende pakketbezorgers die pakketbezorgingdiensten verstrekken in België:

1° de pakketbezorgers met de hoedanigheid van werknemer of uitzendkracht, en de volgende met de werknemers gelijkgestelde personen:

a) de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon, behoudens de personen die diensten leveren tot het verkrijgen van de vergoeding overeenkomstig artikel 90, eerste lid, 1<sup>o</sup>bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

b) de leerlingen en studenten die een studierichting volgen waarvan het opleidingsprogramma voorziet in een vorm van arbeid.

2° de zelfstandige pakketbezorgers en hun helpers bedoeld in het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

§ 3. Voor elke plaats van waaruit pakketdistributiediensten starten, wordt de pakketdistributietijd van elke pakketbezorger geregistreerd door middel van:

1° een tijdregistratiesysteem, of;

2° een andere automatische registratiewijze, indien dit apparaat of deze apparaten gelijkwaardige waarborgen bieden als het registratiesysteem bedoeld in 1° en het bewijs geleverd wordt van het feit dat het begin en het einde van de pakketdistributietijden van de pakketbezorgers daadwerkelijk worden geregistreerd evenals de modaliteiten van het bewijs van het feit dat het begin en einde van de pakketdistributietijd daadwerkelijk worden geregistreerd.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gelijkwaardige waarborgen waaraan de in het eerste lid, 2° bedoelde registratie ten minste moet beantwoorden.

§ 4. Het tijdregistratiesysteem, bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 1°, omvat:

1° een geautomatiseerde gegevensbank beheerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg die bepaalde gegevens verzamelt met het oog op de controle en de exploitatie van deze gegevens;

2° een registratieapparaat waarin de gegevens kunnen geregistreerd worden en dat toelaat om deze gegevens door te zenden naar de in 1° bedoelde gegevensbank of een systeem dat toelaat om de voormelde gegevens te registreren en door te zenden naar deze gegevensbank;

3° een registratiemiddel dat elke pakjesbezorger gebruikt om zijn identiteit en pakketdistributietijd te bewijzen bij de registratie.

§ 5. Het tijdregistratiesysteem, bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 1°, geeft de volgende categorieën van gegevens weer:

1° het identificatienummer van de pakketbezorger bedoeld in artikel 8, § 1, 1° of 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° de hoedanigheid waarin de pakketbezorger de distributie van pakketten verricht;

3° in voorkomend geval, het ondernemingsnummer van de werkgever van de pakketbezorger;

4° in voorkomend geval, het ondernemingsnummer van de opdrachtgever van de zelfstandige pakketbezorger;

5° de lokalisatie van de plaats waar de pakketdistributiediensten starten en eindigen;

6° het vervoermiddel;

7° in voorkomend geval, de gegevens van de nummerplaat of andere identificatiegegevens van het vervoermiddel;

8° per dag, het tijdstip van ieder begin van de pakketdistributietijd per opdrachtgever;

9° per dag, het tijdstip van ieder einde van de pakketdistributietijd per opdrachtgever.

De registratiewijze, bedoeld in § 3, eerste lid, 2°, geeft de volgende categorieën van gegevens weer:

1° het identificatienummer van de pakketbezorger bedoeld in artikel 8, § 1, 1° of 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° zijn hoedanigheid als werknemer of zelfstandige;

3° la localisation des lieux de départ et d'arrivée des services de distribution de colis;

4° le moyen de transport;

5° le cas échéant, les données de la plaque d'immatriculation ou d'autres données d'identification du moyen de transport;

6° par jour, le moment de chaque début du temps de distribution des colis, par donneur d'ordre;

7° par jour, le moment de chaque fin du temps de distribution des colis, par donneur d'ordre.

En application du § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les données visées à l'alinéa 2 sont transférées à la base de données visée au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de manière journalière.

§ 6. Les données visées au § 5 sont des données sociales à caractère personnel visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale.

§ 7. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les modalités auxquelles répond le système d'enregistrement du temps visé au § 3, 1°, et notamment:

1° les caractéristiques du système d'enregistrement du temps;

2° les modalités relatives à la tenue à jour du système d'enregistrement du temps;

3° les renseignements relatifs aux données à reprendre que le système d'enregistrement du temps doit comprendre;

4° les modalités de l'envoi des données, en particulier le moment précis de l'envoi et la fréquence;

5° les différents moyens d'enregistrement et leurs spécifications techniques qui sont autorisés pour s'enregistrer;

6° les données qui ne doivent pas être enregistrées si elles sont déjà disponibles ailleurs de manière électronique pour l'autorité et qu'elles peuvent être utilisées dans le cadre de la présente disposition.

§ 8. Les données sont envoyées à une base de données dont l'Office national de Sécurité sociale et le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sont les responsables conjoints du traitement visé aux articles 4, 7) et 26 du règlement général sur la protection des données.

§ 9. L'enregistrement du temps visé au paragraphe 1<sup>er</sup> a pour finalité de lutter contre le recours au travail non déclaré et de la fraude sociale et d'améliorer les conditions de travail et la sécurité routière des livreurs de colis.

L'Office national de Sécurité sociale, le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, l'Office national de l'emploi, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Fedris, le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et l'Institut peuvent, conformément aux dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, traiter ultérieurement les données traitées en application de la présente disposition, en vue de la prévention, de la constatation, de la poursuite et de la répression des infractions aux lois et règlements qui relèvent de leurs compétences respectives et en vue de la perception et du recouvrement des montants qui relèvent de leurs compétences respectives.

§ 10. Au regard des finalités visées au § 9 les données à caractère personnel visées au § 5 ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés.

§ 11. Sans préjudice de l'application des articles 14 et 15 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, les inspecteurs sociaux visés à l'article 16, 1°, du Code pénal social du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, de l'Office national de Sécurité sociale, de l'Office national de l'emploi, de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, de Fedris et les agents de la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie peuvent, moyennant une délibération préalable des chambres réunies du comité de sécurité de l'information, consulter les données reprises dans la base de données et le système d'enregistrement du temps, les échanger entre eux et les utiliser dans le cadre de l'exercice de leurs missions attribuées en vertu de la loi.

3° de lokalisatie van de plaats waar de pakketdistributiediensten starten en eindigen;

4° het vervoermiddel;

5° in voorkomend geval, de gegevens van de nummerplaat of andere identificatiegegevens van het vervoermiddel;

6° per dag, het tijdstip van ieder begin van de pakketdistributietijd, per opdrachtgever;

7° per dag, het tijdstip van ieder einde van de pakketdistributietijd, per opdrachtgever.

In toepassing van § 4, eerste lid, 2°, worden de gegevens bedoeld in het tweede lid dagelijks overgebracht naar de gegevensbank bedoeld in § 4, eerste lid, 1°.

§ 6. De gegevens bedoeld in § 5 zijn sociale gegevens van persoonlijke aard als bedoeld in artikel 2, eerste lid, 6°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

§ 7. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en de nadere regels waaraan het tijdregistratiesysteem bedoeld in § 3, 1°, beantwoordt, met name:

1° de eigenschappen van het tijdregistratiesysteem;

2° de nadere regels betreffende het bijhouden van het tijdregistratiesysteem;

3° de inlichtingen die het tijdregistratiesysteem moet bevatten betreffende de op te nemen gegevens;

4° de nadere regels voor het doorsturen van de gegevens, met name het precieze tijdstip van doorsturen en de frequentie;

5° de verschillende registratiemiddelen en hun technische specificaties die toegestaan zijn om zich te registreren;

6° welke gegevens niet hoeven te worden geregistreerd indien ze reeds op elektronische wijze elders beschikbaar zijn voor de overheid en gebruikt kunnen worden in het kader van deze bepaling.

§ 8. De gegevens worden doorgestuurd naar een gegevensbank waarvoor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg optreden als gezamenlijke werkingsverantwoordelijken bedoeld in artikelen 4, 7) en 26 van de algemene verordening gegevensbescherming.

§ 9. De in paragraaf 1 bedoelde tijdregistratie heeft tot doel zwartwerk en sociale fraude te bestrijden en de werkomstandigheden en verkeersveiligheid van pakketbezorgers te verbeteren.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, Fedris, de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie het Instituut kunnen in overstemming met de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid de in toepassing van deze bepaling verwerkte gegevens verder verwerken om hun andere wettelijke bevoegdheden uit te oefenen met het oog op de preventie, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van de inbreuken op de wetten en reglementen die tot hun respectieve bevoegdheden behoren en met het oog op de inning en invordering van de bedragen die tot hun respectieve bevoegdheden behoren.

§ 10. Voor de doeleinden bedoeld in § 9 worden de in § 5 bedoelde persoonsgegevens niet langer bewaard dan noodzakelijk, met een maximale bewaartermijn die één jaar na de verjaring van alle verzoeken die tot de bevoegdheid van de werkingsverantwoordelijke behoren en die, in voorkomend geval, de integrale betaling van alle hiermee verbonden bedragen niet mag overschrijden.

§ 11. Onverminderd de toepassing van de artikelen 14 en 15 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid mogen de sociale inspecteurs bedoeld in artikel 16, 1°, van het Sociaal Strafwetboek van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, van Fedris en de ambtenaren van de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, op voorwaarde van een voorafgaande beraadslaging vanwege de verenigde kamers van het informatieveiligheidscomité, de gegevens die opgenomen zijn in de gegevensbank en het tijdregistratiesysteem raadplegen, onderling uitwisselen en gebruiken in het kader van de uitoefening van de hun krachtens de wet toegewezen opdrachten.

§ 12. Les inspecteurs sociaux peuvent, de leur propre initiative ou sur demande, communiquer les données visées au paragraphe 11 à des services d'inspection étrangers.

§ 13. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les modalités selon lesquelles les données peuvent être consultées et rectifiées dans la base de données par:

1° chaque personne physique, pour ses propres données;

2° chaque donneur d'ordre pour les livreurs de colis auxquels il fait appel.

§ 14. Les responsables du traitement prennent les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle, ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données à caractère personnel.

Ces mesures assurent un niveau de protection adéquat, compte tenu, d'une part, de l'état de la technique en la matière et des frais qu'entraîne l'application de ces mesures et, d'autre part, de la nature des données à caractère personnel à protéger et des risques potentiels.

Le système d'enregistrement garantit que les données ne peuvent plus être modifiées imperceptiblement après leur envoi et que leur intégrité est maintenue.

Le Roi peut, préciser les mesures visées au présent paragraphe.

§ 15. Le donneur d'ordres met le système d'enregistrement du temps à la disposition des sous-traitants auxquels il fait appel, sauf s'il est convenu de commun accord que le prestataire de services postaux et ses sous-traitants éventuels appliquent une autre méthode d'enregistrement visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

§ 16. Tout sous-traitant auquel un donneur d'ordre visé au paragraphe 15 fait appel est tenu d'utiliser le système d'enregistrement du temps mis à sa disposition par le prestataire de services postaux et de le mettre à la disposition des sous-traitants auxquels il fait appel ou d'appliquer la méthode d'enregistrement visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

§ 17. Tout sous-traitant, auquel un sous-traitant visé au paragraphe 16 fait appel ou auquel tout sous-traitant suivant fait appel, est tenu d'utiliser le système d'enregistrement du temps qui est mis à sa disposition par le sous-traitant avec lequel il a conclu un contrat et de le mettre à la disposition des sous-traitants auxquels il fait appel ou d'appliquer la méthode d'enregistrement visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

§ 18. Les personnes visées aux paragraphes 15, 16 et 17 sont responsables de la livraison, de l'installation et du bon fonctionnement de l'appareil d'enregistrement sur le lieu où les services de distribution de colis débutent.

Le Roi peut, préciser les mesures visées au présent paragraphe.

§ 19. Tout donneur d'ordres et tout sous-traitant veille à ce que les données visées au § 5 qui se rapportent à son entreprise soient effectivement et correctement enregistrées et transmises vers la base de données visée au § 4 alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Tout donneur d'ordres et tout sous-traitant qui fait appel à un sous-traitant prend des mesures afin que son cocontractant enregistre toutes les données effectivement et correctement et qu'il les transmette vers la base de données visée au § 4 alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Tout donneur d'ordre et tout sous-traitant veillent à ce que chaque livreur de colis qui effectue des services de distribution de colis en Belgique pour leur compte, enregistre le début et la fin de ses temps de distribution de colis, depuis le lieu où les services de distribution de colis sont fournis, au moment où ses temps de distribution des colis débutent et se terminent.

Le Roi peut, préciser les mesures visées au présent paragraphe.

§ 20. L'employeur est responsable de la remise à ses travailleurs du moyen d'enregistrement compatible avec l'appareil d'enregistrement utilisé.

Le donneur d'ordre ou le sous-traitant qui fait appel à un livreur de colis indépendant est responsable de la transmission à cet indépendant d'un moyen d'enregistrement compatible avec l'appareil d'enregistrement utilisé.

§ 12. De sociaal inspecteurs mogen, op eigen initiatief of op verzoek, de in paragraaf 11 bedoelde gegevens meedelen aan buitenlandse inspectiediensten.

§ 13. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en de nadere regels waaronder de gegevens in de gegevensbank kunnen geraadpleegd en rechtgezet worden door:

1° elke natuurlijke persoon, voor zijn eigen gegevens;

2° elke opdrachtgever voor de pakketbezorgers op wie hij een beroep doet.

§ 14. De verwerkingsverantwoordelijken treffen de passende technische en organisatorische maatregelen die nodig zijn voor de bescherming van de persoonsgegevens tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, evenals tegen de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegestane verwerking van persoonsgegevens.

Deze maatregelen verzekeren een passend beveiligingsniveau, rekening houdend, enerzijds, met de stand van de techniek ter zake en de kosten voor het toepassen van de maatregelen en, anderzijds, met de aard van de te beveiligen persoonsgegevens en de potentiële risico's.

Het registratiesysteem waarborgt dat de gegevens niet meer onmerkbaar gewijzigd kunnen worden na het doorsturen ervan en dat hun integriteit gehandhaafd wordt.

De Koning kan, de maatregelen bedoeld in deze paragraaf nader bepalen.

§ 15. De opdrachtgever stelt het tijdregistratiesysteem ter beschikking van de onderaannemers op wie hij een beroep doet, tenzij er onderling werd overeengekomen dat de aanbieder van postdiensten en zijn eventuele onderaannemers een andere gelijkwaardige registratiewijze bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 2°, toepassen.

§ 16. Elke onderaannemer op wie een opdrachtgever bedoeld in paragraaf 15 een beroep doet is verplicht het hem door de aanbieder van postdiensten ter beschikking gestelde tijdregistratiesysteem te gebruiken en het ter beschikking te stellen van de onderaannemers waarop hij een beroep doet, of de registratiewijze bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 2°, toe te passen.

§ 17. Elke onderaannemer op wie een onderaannemer bedoeld in paragraaf 16 of op wie elke volgende onderaannemer een beroep doet, is verplicht het hem door de onderaannemer met wie hij een overeenkomst heeft gesloten ter beschikking gestelde tijdregistratiesysteem te gebruiken en het ter beschikking te stellen van de onderaannemers op wie hij een beroep doet, of de registratiewijze bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 2°, toe te passen.

§ 18. De in paragrafen 15, 16 en 17 bedoelde personen zijn verantwoordelijk voor de levering, de plaatsing en de goede werking van het registratieapparaat op de plaats waar de pakketdistributiediensten beginnen.

De Koning kan, de maatregelen bedoeld in deze paragraaf nader bepalen.

§ 19. Elke opdrachtgever en elke onderaannemer zorgt ervoor dat de in § 5 bedoelde gegevens die betrekking hebben op zijn onderneming daadwerkelijk en correct worden geregistreerd en doorgestuurd naar de in § 4 eerste lid, 1° bedoelde gegevensbank.

Elke opdrachtgever en elke onderaannemer die een beroep doet op een onderaannemer, neemt maatregelen opdat zijn medecontractant alle gegevens daadwerkelijk en correct registreert en hij deze doorstuurt naar de in § 4 eerste lid, 1° bedoelde gegevensbank.

Elke opdrachtgever en elke onderaannemer ervoor zorgt dat elke pakketbezorger die in zijn opdracht in België pakketbezorgdiensten verricht, het begin en het einde van zijn pakketdistributietijden vanaf de plaats waar de pakketdistributiediensten worden verstrekt, registreert op het ogenblik dat deze pakketdistributietijden beginnen en eindigen.

De Koning kan de maatregelen bedoeld in deze paragraaf nader bepalen.

§ 20. De werkgever is verantwoordelijk voor de aflevering aan zijn werknemers van het registratiemiddel dat compatibel is met het gebruikte registratieapparaat.

De opdrachtgever of de onderaannemer die een beroep doet op een zelfstandige pakketbezorger is verantwoordelijk voor de aflevering aan deze zelfstandige van het registratiemiddel, dat compatibel is met het gebruikte registratieapparaat.



En cas d'incompatibilité entre le moyen d'enregistrement et l'appareil d'enregistrement, le donneur d'ordre ou le sous-traitant fournit au livreur de colis indépendant un moyen d'enregistrement compatible ou convient contractuellement qu'il procédera à l'enregistrement de l'indépendant à l'aide d'une autre méthode d'enregistrement visée au § 3 alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Le donneur d'ordre qui effectue en personne des services de distribution de colis assume la responsabilité pour le moyen d'enregistrement qui est compatible avec l'appareil d'enregistrement utilisé.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'il faut entendre par compatibilité.

§ 21. Les obligations en relation avec l'enregistrement du temps, qui, en application du présent article, reposent sur l'employeur, sont à charge de l'utilisateur, conformément à l'article 19 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

§ 22. Le présent article n'est pas d'application lorsque les services de distribution de colis en Belgique sont effectués avec un véhicule soumis à l'utilisation obligatoire d'un tachygraphe et au respect des heures de conduite et de repos, conformément au règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil."

**Art. 9.** Dans la même loi, il est inséré un article 5/5 rédigé comme suit:

"Art. 5/5. Les livreurs de colis qui distribuent des colis en Belgique respectent les dispositions suivantes:

1<sup>o</sup> le temps de distribution de colis journalier ne dépasse pas neuf heures. Le temps de distribution de colis journalier peut, toutefois, être prolongé jusqu'à dix heures maximum, mais pas plus de deux fois au cours de la semaine;

2<sup>o</sup> le temps de distribution de colis hebdomadaire ne dépasse pas 56 heures;

3<sup>o</sup> le temps de distribution de colis total accumulé au cours de deux semaines consécutives ne dépasse pas 90 heures.

Les livreurs de colis sont exemptés de l'obligation visée au premier alinéa s'ils effectuent des services de distribution de colis en Belgique avec un véhicule soumis à l'utilisation obligatoire d'un tachygraphe et au respect des heures de conduite et de repos, conformément au règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil."

**Art. 10.** Dans la même loi, l'intitulé du chapitre 2 est remplacé par ce qui suit: "Licences, obligations de notification et de rapportage".

**Art. 11.** Dans le chapitre 2 de la même loi, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit:

"Art. 6/1. § 1<sup>er</sup>. La prestation d'un service de distribution de colis en Belgique ne peut être entamée qu'après une notification des éléments suivants à l'Institut, conformément aux modalités fixées par ce dernier:

1<sup>o</sup> le nom et le numéro d'entreprise du prestataire de services postaux;

2<sup>o</sup> une personne de contact et ses coordonnées;

3<sup>o</sup> une estimation de la date de lancement de l'activité.

§ 2. Les prestataires de services postaux qui doivent être inscrits à la Banque-carrefour des entreprises en application de l'article III.16, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du Code de droit économique communiquent les données visées à l'article III.18 du Code de droit économique à l'Institut.

§ 3. Sont joints à la notification visée au paragraphe 1<sup>er</sup> les documents suivants:

1<sup>o</sup> si le prestataire de services postaux est titulaire d'une licence nationale ou communautaire de transport routier de marchandises en cours de validité conformément au règlement n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil une copie de cette licence;

In geval van incompatibiliteit van het registratiemiddel met het registratieapparaat dient de opdrachtgever of de onderaannemer een compatibel registratiemiddel aan de zelfstandige te bezorgen of contractueel te bepalen dat hij de registratie van de zelfstandige zal uitvoeren via een andere registratiewijze, bedoeld in § 3 eerste lid, 2<sup>o</sup>.

De opdrachtgever die in persoon pakketdistributiediensten verricht draagt de verantwoordelijkheid voor het registratiemiddel dat compatibel is met het gebruikte registratieapparaat.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat er onder compatibiliteit wordt verstaan.

§ 21. De verplichtingen in verband met de tijdregistratie die met toepassing van dit artikel berusten bij de werkgever, zijn ten laste van de gebruiker, overeenkomstig artikel 19 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

§ 22. Dit artikel is niet van toepassing indien de pakketdistributiediensten in België verricht worden met een voertuig onderworpen aan het verplicht gebruik van een tachograaf en naleving van de rij- en rusttijden, overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 3821/85 en (EG) nr. 2135/98 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad naleven."

**Art. 9.** In dezelfde wet wordt een artikel 5/5 ingevoegd, luidende:

"Art. 5/5. Pakketbezorgers die pakketten verdelen in België leven de volgende bepalingen na:

1<sup>o</sup> de dagelijkse pakketdistributietijd mag niet meer bedragen dan negen uur. De dagelijkse pakketdistributietijd mag echter worden verlengd tot ten hoogste tien uur, doch niet meer dan twee keer in een week;

2<sup>o</sup> de wekelijkse pakketdistributietijd bedraagt niet meer dan 56 uur;

3<sup>o</sup> de totale bij elkaar opgetelde pakketdistributietijd gedurende twee opeenvolgende weken bedraagt niet meer dan 90 uur.

De pakketbezorgers zijn ontheven van de verplichting bedoeld in het eerste lid indien zij in België pakketdistributiediensten verrichten met een voertuig onderworpen aan het verplicht gebruik van een tachograaf en naleving van de rij- en rusttijden, overeenkomstig met de Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 3821/85 en (EG) nr. 2135/98 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad

**Art. 10.** In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk 2 vervangen als volgt: "Vergunningen, kennisgevings- en rapportageverplichtingen".

**Art. 11.** In hoofdstuk 2 van dezelfde wet wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 6/1. § 1. Het aanbieden van een pakketdistributiedienst in België kan pas aangevat worden na een kennisgeving van de volgende elementen aan het Instituut, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden:

1<sup>o</sup> de naam en het ondernemingsnummer van de aanbieder van postdiensten;

2<sup>o</sup> een contactpersoon en diens contactgegevens;

3<sup>o</sup> de datum waarop de activiteiten vermoedelijk van start gaan.

§ 2. De aanbieders van postdiensten die in toepassing van artikel III.16, § 1, 6<sup>o</sup>, van het Wetboek van economisch recht in de Kruispuntbank van Ondernemingen dienen te worden inschreven, delen hiertoe de gegevens bedoeld in artikel III.18 van het Wetboek van economisch recht mee aan het Instituut.

§ 3. Zijn gevoegd bij de kennisgeving bedoeld in paragraaf 1, de volgende documenten:

1<sup>o</sup> indien de aanbieder van postdiensten houder is van een geldige nationale of communautaire vergunning voor goederenvervoer over de weg overeenkomstig Verordening nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad een afschrift, een afschrift van deze vergunning;

2° la preuve du paiement de la redevance requise pour la notification.

§ 4. L'Institut vérifie si la notification visée au paragraphe 1<sup>er</sup> a été réalisée conformément aux prescriptions des §§ 1, 2 et 3. Si ce n'est pas le cas, l'Institut demande sans délai à l'entreprise qui a fait la notification de compléter les informations manquantes.

Dans la semaine qui suit la réception de la notification complète, l'Institut délivre au prestataire de services postaux une déclaration uniformisée confirmant qu'il a effectué cette notification.

Cette déclaration uniformisée ne porte pas préjudice à la compétence de l'Institut de considérer que le prestataire de services postaux concerné a effectué une notification sans y être tenu.

§ 5. Tout prestataire de services postaux soumis à l'obligation de notification visée au paragraphe 1<sup>er</sup> informe l'Institut de:

1° toute modification des éléments mentionnés aux paragraphes 1 et 2;

2° la cessation programmée de ses activités relatives à la fourniture de services postaux liés à la distribution de colis.

La communication visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est effectuée sans délai et en tout cas dans un délai de 14 jours à compter du jour où la modification a eu lieu. La communication visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est effectuée au plus tard le jour de l'arrêt effectif des activités concernées.

§ 6. Selon les modalités qu'il détermine, l'Institut publie sur son site internet et gère une liste des prestataires de services postaux qui ont effectué une notification conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'Institut retire de cette liste les prestataires de services postaux qui ont cessé leurs activités.

L'Institut mentionne dans cette liste l'existence d'une décision administrative ou judiciaire définitive visées à l'article 3, § 2, alinéa 5, dont il a connaissance. Cette mention est retirée après une période de cinq ans à compter de la date de la décision administrative ou judiciaire définitive.

Lorsque, en application de l'article 21, § 7, 2°, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, l'Institut impose une suspension totale ou partielle des activités du prestataire de services postaux, il en est fait immédiatement mention dans la liste, avec indication de la date de début de la suspension et de sa durée.

Lors de toute modification de la liste, l'Institut en informe individuellement les prestataires notifiés.

§ 7. Les données à caractère personnel communiquées à l'Institut sur la base du présent article lui sont transmises à des fins de contact. Ces données ne sont plus conservées dès que la personne concernée n'exerce plus de mission de contact."

**Art. 12.** Dans la même loi, il est inséré un article 6/2 rédigé comme suit:

"Art. 6/2. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la possibilité pour l'Institut, dans le cadre de ses missions, de demander à tout moment toute information utile à toute personne concernée, conformément à l'article 14, § 2, 2° de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, les prestataires de services postaux qui fournissent ou font appel à des services de distribution de colis communiquent à l'Institut les données suivantes tous les semestres, pour autant que ces informations n'aient pas déjà été fournies à l'Institut en vertu d'autres dispositions:

1° le nom, l'adresse et les coordonnées des sous-traitants directs auxquels ils font appel pour la distribution de colis en Belgique;

2° s'ils sont eux-mêmes des sous-traitants, le nom, l'adresse et les coordonnées des donneurs d'ordres pour le compte desquels ils fournissent des services de distribution de colis en Belgique;

3° le nom et les coordonnées du coordinateur visé à l'article 5/2 et, le cas échéant, le nom et les coordonnées du gestionnaire de transport de l'entreprise ou de la personne titulaire du certificat d'aptitude professionnelle de commissionnaire de transport chargée de la gestion journalière de l'entreprise;

2° het bewijs van betaling van de retributie verschuldigd voor de kennisgeving.

§ 4. Het Instituut controleert of de in paragraaf 1 bedoelde kennisgeving conform de bepalingen van §§ 1, 2 en 3 is gebeurd. Indien dit niet het geval is, vraagt het Instituut onverwijld aan de onderneming die de kennisgeving gedaan heeft om de ontbrekende gegevens aan te vullen.

Binnen een week na ontvangst van de volledige kennisgeving levert het Instituut een standaardverklaring af aan de aanbieder van postdiensten waarin wordt bevestigd dat hij deze kennisgeving heeft verricht.

Deze standaardverklaring doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van het Instituut om te beschouwen dat de betreffende aanbieder van postdiensten een kennisgeving heeft verricht, zonder daartoe verplicht te zijn.

§ 5. Iedere aanbieder van postdiensten die onderworpen is aan de in paragraaf 1 bedoelde kennisgevingsplicht, brengt het Instituut op de hoogte van:

1° iedere wijziging aan de elementen vermeld in paragrafen 1 en 2;

2° de voorziene stopzetting van zijn activiteiten inzake het aanbieden van postdiensten in verband met pakketbezorging.

De melding bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt onverwijld gedaan en in elk geval binnen een termijn van 14 dagen te rekenen van de dag waarop de wijziging zich heeft voorgedaan. De melding bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt gedaan uiterlijk op de dag van de daadwerkelijke stopzetting van de betrokken activiteiten.

§ 6. Overeenkomstig de modaliteiten die hij bepaalt, publiceert en beheert het Instituut een lijst van de aanbieders van postdiensten die een kennisgeving hebben gedaan overeenkomstig paragraaf 1.

Het Instituut verwijdt van die lijst de aanbieders van postdiensten die hun activiteit hebben stopgezet.

Het Instituut vermeldt in die lijst het bestaan van een definitieve administratieve of van een rechterlijke beslissing bedoeld in artikel 3, § 2, vijfde lid, waarvan het kennis heeft. Deze vermelding wordt verwijderd na een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de definitieve administratieve of rechterlijke beslissing.

Indien het Instituut krachtens artikel 21, § 7, 2°, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector een volledige of gedeeltelijke schorsing van de activiteiten van de aanbieder van postdiensten oplegt, wordt dit onmiddellijk vermeld in de lijst, met vermelding van de datum van aanvang en de duur van de opschorting.

Bij elke wijziging in de lijst informeert het Instituut de aangemelde aanbieders hierover individueel.

§ 7. De persoonsgegevens die aan het Instituut worden meegegeeld op basis van dit artikel worden hem voor contactdoeleinden doorgestuurd. Die gegevens worden niet meer bewaard zodra de betrokken persoon geen contactopdracht meer uitvoert."

**Art. 12.** In dezelfde wet wordt een artikel 6/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 6/2. § 1. Onverminderd de mogelijkheid van het Instituut om in het kader van zijn opdrachten op elk moment alle nuttige informatie op te vragen van elke betrokken persoon, overeenkomstig artikel 14, § 2, 2° van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, melden de aanbieders van postdiensten die pakketbezorgingsdiensten aanbieden of gebruiken per semester de volgende gegevens aan het Instituut, voor zover deze informatie nog niet aan het Instituut verstrekt werd krachtens andere bepalingen:

1° de naam, het adres en de contactgegevens van de rechtstreekse onderaannemers op wie zij een beroep doen voor de distributie van pakketten in België;

2° indien zij zelf onderaannemers zijn, de werken, de naam, het adres en de contactgegevens van de opdrachtgevers voor rekening van wie zij pakketdistributiediensten verrichten in België;

3° de naam en contactgegevens van de coördinator bedoeld in artikel 5/2 en, in voorkomend geval de naam en contactgegevens van de vervoersmanager van de onderneming of van de persoon in het bezit van het getuigschrift vakbekwaamheid van vervoerscommissio- nair en belast met het dagelijks beheer;

4° le nombre de colis distribué par chacun de ses sous-traitants directs au cours du dernier semestre ainsi que les compensations versées à chaque sous-traitant en contrepartie des services de distribution de colis prestés pour eux au cours du dernier semestre. S'ils travaillent eux-mêmes en sous-traitance, le nombre de colis et les montants facturés à chaque donneur d'ordres opérant en qualité de prestataire de services postaux;

5° la localisation des centres de distribution.

6° une brève description des services dont la fourniture est prévue.

§ 2. Les informations ci-dessus devront être transmises à l'Institut au plus tard le dernier jour du mois suivant le semestre échu. L'Institut fixe les modalités de communications de ces informations.

§ 3. Les données à caractère personnel communiquées à l'Institut sur la base du présent article lui sont transmises à des fins de contact. Ces données ne sont plus conservées dès que la personne concernée n'exerce plus de mission de contact."

**Art. 13.** Dans le chapitre 2 de la même loi, il est inséré un article 8/1, rédigé comme suit:

"Art. 8/1. Le Roi fixe, après avis de l'Institut, les montants de la redevance à payer pour la notification visée à l'article 6/1.

L'Institut publie et met à jour le montant de la redevance sur son site internet."

**Art. 14.** Dans le chapitre 3 de la même loi, il est inséré un article 10/1, rédigé comme suit:

"Art. 10/1, § 1<sup>er</sup>. Il est interdit à tout prestataire de services postaux d'offrir, de fournir ou de faire fournir des services postaux consistant en la distribution de colis en Belgique contre une compensation inférieure à la "compensation minimale", fixée selon les modalités prévues à l'alinéa 2.

La compensation minimale doit inclure notamment:

1° le salaire horaire minimum indexé sans prime d'ancienneté applicable à la classe d'emploi R1 de la classification des salaires et des emplois du personnel de conduite, telle que déterminée par la convention collective sectorielle et applicable aux employeurs et aux salariés de la sous-commission paritaire 140.03 du transport routier et de la logistique pour compte de tiers, augmenté des charges patronales;

2° les frais de transport: en fonction du mode de transport utilisé:

a) prestataire à bicyclette;

b) prestataire en véhicule motorisé;

3° les autres coûts incluent entre autres:

a) les coûts administratifs et fiscaux;

b) les coûts en matière d'assurances.

Le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres complète cette liste par d'autres éléments et est habilité à fixer la méthodologie de calcul des éléments fixés par le présent article ou en vertu de celui-ci.

§ 2. Les infractions aux dispositions de cet article et ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au livre XV du Code de droit économique."

**Art. 15.** Dans le chapitre 7 de la même loi, il est inséré un article 26/1, rédigé comme suit:

"Art. 26/1. L'Institut transmet annuellement au ministre un rapport concernant l'exécution des articles 3, § 2, alinéa 5, 5/2, 5/3, 5/4, 5/5, 6/1, 6/2 et 10/1.

Le Roi peut fixer des modalités plus précises pour exécuter l'alinéa 1<sup>er</sup>."

#### CHAPITRE 3. — Modifications du Code de droit économique

**Art. 16.** Dans le livre XV, titre 3, chapitre 2, section 11/5, du Code de droit économique, insérée par la loi du 3 octobre 2022, il est inséré un article XV.125/7, rédigé comme suit:

"Art. XV.125/7. Le prestataire de services postaux, visé à l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, son préposé ou son mandataire, qui n'a pas respecté l'obligation en matière de compensation minimale, prévue par l'article 10/1 de la même loi et ses arrêtés d'exécution, est puni d'une sanction de niveau 2.

4° het aantal pakketten dat elk van zijn rechtstreekse onderaannemers heeft verdeeld in het voorbije semester alsook de vergoedingen die aan elke onderaannemer betaald zijn als tegenprestatie voor de voor hun gepresteerde pakketdistributiediensten gedurende het voorbije semester. Indien zij zelf in onderaanneming werken, het aantal pakketten en de factuurbedragen voor elke opdrachtgever die een aanbieder van postdiensten is;

5° de lokalisatie van de distributiecentra.

6° een korte beschrijving van de waarvan de aanbidding wordt voorzien; diensten.

§ 2. De bovenstaande inlichtingen dienen aan het Instituut te worden bezorgd uiterlijk de laatste dag van de maand die op het vervallen semester volgt. Het Instituut bepaalt de nadere regels inzake de mededeling van deze inlichtingen.

§ 3. De persoonsgegevens die aan het Instituut worden meegedeeld op basis van dit artikel, worden hem voor contactdoeleinden doorgestuurd. Die gegevens worden niet meer bewaard zodra de betrokken persoon geen contactopdracht meer uitvoert."

**Art. 13.** In hoofdstuk 2 van dezelfde wet wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 8/1. De Koning stelt, na advies van het Instituut, de bedragen vast van de verschuldigde retributie voor de kennisgeving bedoeld in artikel 6/1.

Het Instituut publiceert en actualiseert het bedrag van de verschuldigde bijdrage op zijn website."

**Art. 14.** In hoofdstuk 3 van dezelfde wet, wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 10/1, § 1. Het is elke aanbieder van postdiensten verboden om postdiensten te verstrekken of te doen verstrekken die inhouden dat pakjes in België worden geleverd tegen een vergoeding die lager is dan de "minimumvergoeding", vastgesteld volgens de regels bepaald in het tweede lid.

De minimumvergoeding moet met name het volgende omvatten:

1° het minimale geïndexeerde uurloon zonder anciënniteitspremie van toepassing op de werknemersklasse R1 van de loon- en functieclassificatie van het rijdend personeel, zoals bepaald door de sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten en van toepassing op werkgevers en werknemers van het paritair subcomité 140.03 voor het wegvervoer en de logistiek voor rekening van derden, vermeerderd met de werkgeverslasten;

2° de vervoerkosten: naargelang het gebruikte vervoermiddel:

a) dienstverlener met een fiets;

b) dienstverlener met een gemotoriseerd voertuig;

3° de andere kosten omvatten onder andere:

a) de administratieve en fiscale kosten;

b) de kosten van verzekeringen.

De Koning vult, bij een in besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, deze lijst aan met andere elementen en is bevoegd de berekeningsmethode van de door of krachtens dit artikel vastgestelde elementen te bepalen.

§ 2. De inbreuken op de bepalingen van dit artikel en zijn uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig boek XV van het Wetboek van economisch recht."

**Art. 15.** In hoofdstuk 7 van dezelfde wet wordt een artikel 26/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 26/1. Het Instituut bezorgt jaarlijks een verslag aan de minister over de uitvoering van de artikelen 3, § 2, vijfde lid, 5/2, 5/3, 5/4, 5/5, 6/1, 6/2 et 10/1.

De Koning kan nadere regels bepalen ter uitvoering van het eerste lid."

#### HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen aan het Wetboek van economisch recht

**Art. 16.** In boek XV, titel 3, hoofdstuk 2, afdeling 11/5, van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 3 oktober 2022, wordt een artikel XV.125/7 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.125/7. De aanbieder van postdiensten, zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten, zijn aangestelde of zijn lasthebber, die de verplichtingen inzake minimumvergoeding, zoals bedoeld in artikel 10/1 van dezelfde wet en zijn uitvoeringsbesluiten, niet naleven, worden bestraft met een sanctie van niveau 2.

Sont punis d'une sanction de niveau 3, ceux qui, de mauvaise foi, ne respectent pas l'obligation en matière de compensation minimale prévue par l'article 10/1 de la loi du 26 janvier 2018 et ses arrêtés d'exécution."

**Art. 17.** L'article XVII.2 du Code de droit économique, modifié en dernier lieu par la loi du 20 mars 2022, est complété par le 18°, rédigé comme suit:

"18° le non-respect des dispositions des articles 3, 6/1 et 10/1, de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux."

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges*

**Art. 18.** A l'article 14 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, modifié en dernier lieu par la loi du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, c, est complété par les mots "à l'exception des articles 3, § 2, alinéa 5, 5, § 1<sup>er</sup>, 5/2, 5/3, 5/4, 5/5 et 10/1";

2° le paragraphe 2, 3°, est complété par les k) et l) rédigés comme suit:

"k) les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, les inspecteurs sociaux de l'Inspection de l'Office national de Sécurité sociale, et les inspecteurs sociaux de l'Inspection de l'Office national de l'Emploi et les inspecteurs sociaux de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

l) les agents de la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie."

CHAPITRE 5. — *Modifications du Code pénal social*

**Art. 19.** Dans le Code pénal social, l'article 93, modifié par la loi du 7 novembre 2011, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

"§ 4. En cas de condamnation à une peine d'emprisonnement principale supérieure à six mois ou à une amende supérieure à 4.000 euros pour une infraction visée au Livre 2, à l'encontre d'un prestataire de services postaux tel que visé à l'article 2, 2°, de la loi du 26 janvier 2018 sur les services postaux et qui est mentionné sur la liste visée à l'article 6/1, § 6, de la même loi, une copie du jugement ou de l'arrêt est adressée à l'Institut belge des postes et télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 portant statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.

Pour l'application des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il n'est pas tenu compte des décimes additionnels en cas d'amendes pénales.

La communication est effectuée par, selon le cas, le greffier du tribunal de première instance ou de la cour d'appel qui a prononcé la condamnation, dans un délai d'un mois à compter de la date du prononcé."

**Art. 20.** Dans le livre 2 du Code pénal social, il est inséré un chapitre 4/1 intitulé comme suit:

"Chapitre 4/1. Distribution de colis par un prestataire de services postaux".

**Art. 21.** Dans le chapitre 4/1 du même Code, inséré par l'article 17 de la présente loi, il est inséré un article 180/1 rédigé comme suit:

"Art. 180/1. Non-respect des obligations en matière de temps de distribution de colis

Est puni d'une sanction de niveau 2, le prestataire de services postaux, son préposé ou son mandataire qui, en contravention de la loi du 26 janvier 2018 sur les services postaux, n'a pas respecté les obligations relatives à l'enregistrement du temps de distribution de colis visées dans les articles 5/3 et 5/4 de la présente loi.

En ce qui concerne les infractions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'amende est multipliée par le nombre de livreurs de colis pour lesquels il n'y a pas d'enregistrement du temps de distribution de colis."

Met een sanctie van niveau 3 worden bestraft, zij die te kwader trouw de verplichtingen inzake minimumvergoeding zoals bedoeld in artikel 10/1 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten en zijn uitvoeringsbesluiten niet naleven."

**Art. 17.** Artikel XVII.2 van het Wetboek van economisch recht, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 maart 2022, wordt aangevuld met de bepaling onder 18°, luidende:

"18° de niet-naleving van de bepalingen van artikelen 3, 6/1 en 10/1, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten."

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen aan de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector*

**Art. 18.** In artikel 14 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, laatst gewijzigd bij wet van 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, 3°, c, wordt aangevuld met de woorden; "met uitzondering van de artikelen 3, § 2, vijfde lid, 5, § 1, 5/2, 5/3, 5/4, 5/5 en 10/1";

2° paragraaf 2, 3°, wordt aangevuld met de bepalingen onder k) en l), luidende:

"k) de sociaal inspecteurs van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, de sociaal inspecteurs van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en de sociaal inspecteurs van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en de sociaal inspecteurs van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

l) de ambtenaren van de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie."

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen aan het Sociaal Strafwetboek*

**Art. 19.** In het Sociaal Strafwetboek wordt artikel 93, gewijzigd bij de wet van 7 november 2011, aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

"§ 4. Bij een veroordeling tot een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden of tot geldboete van meer dan 4.000 euro wegens een inbreuk bedoeld in Boek 2, ten laste van een aanbieder van postdiensten zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten en die vermeld wordt op de lijst bedoeld in artikel 6/1, § 6, van diezelfde wet, wordt een afschrift van het vonnis of arrest verzonden naar het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

Voor de toepassing van de bepalingen van het eerste lid wordt geen rekening gehouden met de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten.

De mededeling gebeurt binnen de maand vanaf de uitspraak van de veroordeling door, naar gelang het geval, de griffier van de rechtbank van eerste aanleg die of van het hof van beroep dat ze heeft uitgesproken."

**Art. 20.** In boek 2 van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk 4/1 ingevoegd, luidende:

"Hoofdstuk 4/1. Distributie van pakketten door een aanbieder van postdiensten".

**Art. 21.** In hoofdstuk 4/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 17 van deze wet, wordt een artikel 180/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 180/1. Niet-naleving van verplichtingen inzake pakketdistributietijd

Met een sanctie van niveau 2 wordt bestraft de aanbieder van postdiensten, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten, de verplichtingen inzake de pakketdistributietijdregistratie, bedoeld in de artikelen 5/3 en 5/4, van deze wet niet naleeft.

Wat de in het eerste lid bedoelde inbreuken betreft, wordt de boete vermenigvuldigd met het aantal pakketbezorgers voor wie er geen pakketdistributietijdregistratie bestaat."

CHAPITRE 6. — *Disposition finale*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. La présente loi entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 14.

§ 2. L'article 6 entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. L'article 7 entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2025.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Roi peut fixer une date de fin de vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. L'article 8 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2025.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. L'article 9 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2026.

§ 6. L'article 11 entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 7. L'article 12 entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 8. L'article 14 entre en vigueur le premier jour du neuvième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail et de l'Economie,  
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Indépendants,  
D. CLARINVAL

Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE

La Ministre de la Poste,  
P. DE SUTTER

Le Ministre de la Justice,  
P. VAN TIGCHELT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—  
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. — 55K3480

Compte rendu intégral : CRIV 55 PLEN 269

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepaling*

**Art. 22.** § 1. Deze wet treedt in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 6, 7, 8, 9, 11, 12 en 14.

§ 2. Artikel 6 treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

§ 3. Artikel 7 treedt in werking op de eerste dag van de zevende maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en treedt buiten werking op 1 april 2025.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

De Koning kan een datum van buitenwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

§ 4. Artikel 8 treedt in werking op 1 april 2025.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

§ 5. Artikel 9 treedt in werking op 1 juli 2026.

§ 6. Artikel 11 treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

§ 7. Artikel 12 treedt in werking op de eerste dag van de zevende maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

§ 8. Artikel 14 treedt in werking op de eerste dag van de negende maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk en Economie,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Zelfstandigen,  
D. CLARINVAL

De Minister van Sociale Zaken,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Post,  
P. DE SUTTER

De Minister van Justitie,  
P. VAN TIGCHELT

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. — 55K3480

Integraal Verslag : CRIV 55 PLEN 269